

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION

2<sup>ME</sup> BUREAU

AVIGNON, le

RÉGLEMENTATION

POSTE TÉLÉPHONIQUE N° 326

ARRÊTÉ 20/1/81

SERVICE DES MINES  
AVIGNON

27 JAN. 1981

DATE :

N° REG. :

IMPOSANT des PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES  
POUR l'EXPLOITATION de la FABRIQUE de PLATS  
CUISINES LIEBIG au PONTET

---

LE PREFET DE VAUCLUSE  
Officier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 21 septembre 1977 pris pour son application ;

VU la nomenclature des installations classées annexée au décret modifié du 20 mai 1953 ;

VU la déclaration du 2 Septembre 1970 du Directeur de la Compagnie Française des Produits LIEBIG concernant le projet d'extension de l'usine existante au PONTET pour la fabrication des potages et des sauces en boîtes métalliques et le récépissé de déclaration du 28 décembre 1971 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 Mai 1973 autorisant cette même société, à installer un dépôt de liquides inflammables ainsi qu'une chaufferie. ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, en vue de la protection de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires de fonctionnement ;

VU le rapport de l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de VAUCLUSE ;

.../...

A R R E T E :

ARTICLE 1.- La Société BROOKE BOND LIEBIG FRANCE, dont le Siège Social est TOUR D'ASNIERES, Avenue Laurent Cély - 92606 ASNIERES, devra respecter les prescriptions complémentaires suivantes pour l'exploitation de son usine du PONTET.

ARTICLE 2.- Prévention de la pollution des eaux

2.1. Prévention de la pollution accidentelle

2.1.1. Généralités

Collecte des eaux

D'une manière générale, tous les secteurs (ateliers, stockages, distribution) où un écoulement accidentel d'huiles, d'hydrocarbures, liquides inflammables ou toxiques ... demeure possible devront comporter des aires en pente, imperméables aux produits, canalisant les fuites vers des puisards où elles seront récupérées pour subir un traitement approprié.

Les eaux de lavage et autres rejets d'eaux seront collectés.

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être, devront être parfaitement étanches; ils ne communiqueront en aucun point avec le réseau des eaux non polluées. Leur tracé devra, en outre, permettre un nettoyage facile des dépôts et sédiments.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant, en particulier, des cuvettes de rétention des réservoirs de stockage, des aires soumises à des égouttures de vannes et de pompe et des aires de déchargement des produits, des aires de stationnement seront évacuées pour subir un traitement approprié.

Des dispositions seront prévues, notamment par aménagement des sols des ateliers, en vue de collecter et de retenir toute fuite, épanchement ou débordement, de produits chimiques, etc... ainsi que les égouttures diverses provenant d'opérations exceptionnelles ou normales effectuées sur les circuits des machines.

Les fuites ainsi collectées rejoindront l'égout des eaux usées, à condition de ne pas apporter de perturbation au fonctionnement des installations d'épuration.

Des dispositions seront prises pour le recyclage des fuites éventuelles de ces produits.

Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine (notamment au cours des arrêts annuels d'entretien) devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bacs, déchets divers, etc... ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le sol.

Les dépôts solides ou simplement pelletables seront déposés avec les autres déchets de l'usine. Les autres produits pourront être introduits dans le réseau d'égoûts à condition que cette introduction soit faite suffisamment progressivement pour ne pas apporter de perturbation au fonctionnement des installations d'épuration.

Ces opérations feront l'objet de consignes établies par l'industriel.

### 2.1.2. Cuvettes de rétention

Les réservoirs de stockage des produits inflammables (hydrocarbures) ou toxiques seront implantés dans des cuvettes de rétention imperméables aux produits, susceptibles de retenir la totalité des produits contenus dans le plus grand des réservoirs (ou la capacité totale des réservoirs reliés entre eux) et au moins 50 % du volume total des réservoirs contenus dans la cuvette.

Les cuvettes de rétention devront présenter une étanchéité parfaite tant au niveau du fond que des parois. Les parois seront calculées pour supporter les poussées des terres et éventuellement les poussées hydrostatiques.

Dans le cas des cuvettes contenant des liquides inflammables :

- les parois devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures;
- un dispositif de classe MO, étanche, en position fermée et commandé de l'extérieur de la cuvette de rétention, devra permettre l'évacuation des eaux. Ce dispositif devra présenter la même stabilité au feu que les murs de la cuvette de rétention.

Les cuvettes devront être maintenues en parfait état de propreté; l'exploitant devra fréquemment s'assurer que celles-ci sont vides.

En outre, les réservoirs seront équipés de manière à ce que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toutes dispositions seront prises pour éviter les débordements en cours d'emplissage.

## 2.2. Rejets

1. La pollution déversée par l'ensemble des rejets pollués de l'usine devra respecter les prescriptions suivantes qui ne peuvent en aucun cas être dépassées :

- débit inférieur à 1100 m<sup>3</sup>/jour
- MES inférieure à 30 mg/l
- DCO inférieure à 90 mg/l
- DBO5 inférieure à 30 mg/l
- pH compris entre 6 et 9

2. Avant le 31 décembre 1981, une étude visant au recyclage des eaux de refroidissement sera fournie à l'Inspecteur des Installations Classées.

### 2.3. Contrôle

1. Des dispositifs aisément accessibles devront permettre en des points judicieusement choisis des réseaux d'égouts des circuits, de procéder à tout moment à des mesures de débit et à des prélèvements de liquides.

2. Sur les émissaires de rejet dans le milieu récepteur sera effectué l'enregistrement en continu du débit au débouché.

Sur le rejet des eaux polluées, il sera effectué hebdomadairement, sur un échantillon moyen représentatif sur 24 heures, la mesure de la DCO et des MES.

L'Inspecteur des Installations Classées pourra modifier le nombre et la fréquence de mesure des paramètres.

Les résultats de ces mesures seront transmis mensuellement à l'Inspecteur des Installations Classées.

### ARTICLE 3.- Bruit

3.1. L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

3.2. Les groupes moto-compresseurs et les engins équipés de moteur à explosion ou à combustion interne, autres que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du code de la route, devront respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du décret 69-380 du 18 Avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

3.3. L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs...), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou accidents.

3.4. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux prescriptions de la norme française NFS 31 010 (homologuée par arrêté du 2 Septembre 1974).

Le critère de niveau de bruit limite ambiant, transmis par voie aérienne et perçu à l'extérieur des locaux habités ou occupés par des tiers, sera déterminé conformément à la norme; pour son application, on adoptera pour :

- valeur de base 45 dB (A)
- CZ + 15 dB (A)
- CT 0 dB (A) en période de jour (soit de 7 à 20 h)
- 5 dB (A) en période intermédiaire (de 6 à 7 h, de 20 h à 22 h, dimanches et jours fériés)
- 10 dB (A) en période de nuit (de 22 h à 6 h).

Pour le bruit perçu à l'intérieur des locaux habités ou occupés par des tiers, le critère de bruit est de 35 dB (A) de jour et de 30 dB (A) de nuit et période intermédiaire.

3.5. Les niveaux de bruit seront déterminés aux limites de propriété de l'établissement, de telle sorte qu'en aucun point situé à l'extérieur de ces limites, ils ne dépassent le critère limite de bruit défini au paragraphe ci-dessus.

#### ARTICLE 4.- Prévention de la pollution atmosphérique

##### 4.1. Prescriptions générales

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté du site.

Le brûlage à l'air libre de toute matière quelle qu'elle soit est interdit.

4.2. Les installations de combustion seront soumises à l'arrêté du 20 Juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

#### ARTICLE 5.- Déchets

D'une manière générale, les déchets devront être traités dans des installations appropriées et régulièrement autorisées à cet effet, de telle sorte qu'il ne puisse y avoir aucun transfert ni risque de pollution.

L'exploitant sera tenu de noter sur un registre spécial et, pour chaque enlèvement :

- identification du transporteur,
- moyen de transport utilisé,
- date de l'enlèvement,
- quantité, nature et caractéristiques particulières des déchets faisant l'objet de l'enlèvement,
- identification de l'entreprise chargée de l'élimination,
- moyens proposés pour l'élimination

Ce registre sera conservé à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

D'autre part, une fiche récapitulative, dont modèle est joint en annexe, devra être adressée mensuellement à l'Inspecteur des Installations Classées.

#### ARTICLE 6.- Protection contre l'incendie

L'Etablissement sera pourvu de moyens de secours contre l'Incendie appropriés tels que poste d'eau, seaux, pompes....

Des extincteurs appropriés pour les risques dûs aux liquides inflammables, au matériel électrique, aux stockages de matières premières combustibles, devront être répartis dans les divers emplacements, hall de fabrication, zone de stockage, locaux divers.

Leur position, capacité et nombre seront définis sous la responsabilité de l'exploitant et au besoin en conformité avec les règles professionnelles d'usage.

Les extincteurs devront être conformes aux normes françaises en vigueur et être homologués par le Comité National de Matériel d'Incendie Homologué (C.N.M.I.H.). Ils devront être également conformes, le cas échéant, aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Le matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. Il sera, pendant la période de froid, efficacement protégé contre le gel.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et être entraîné périodiquement à cette lutte.

ARTICLE 7.- L'Inspecteur des Installations Classées pourra faire procéder en tant que de besoin et notamment à la suite de plaintes, aux prélèvements qui lui paraîtraient utiles sur les émissions gazeuses et les effluents liquides, aux fins d'analyses par un organisme agréé et à des contrôles de la situation acoustique par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation.

Les frais occasionnés par ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 8.- L'exploitant avisera l'Inspecteur des Installations Classées dans les meilleurs délais, de tout incident ayant compromis la sécurité de l'usine et du voisinage et la qualité des eaux et de l'air. Celui-ci pourra se faire rendre compte des causes et des conséquences de ces incidents.

ARTICLE 9 - La présente autorisation n'exclut pas la nécessité, pour le pétitionnaire, de requérir, le cas échéant, le permis de construire.

ARTICLE 10 - Le pétitionnaire sera tenu également de se conformer aux conditions ultérieures que l'administration jugerait nécessaire de lui imposer.

ARTICLE 11 - Les droits des tiers sont et demeurent expressement réservés.

ARTICLE 12 - Une ampliation du présent arrêté devra être conservée dans les archives de la Mairie, pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

ARTICLE 13 - Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et mentionnant en outre l'article 12 précédent, sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la Préfecture.

ARTICLE 14 - Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 15 - Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 16 - MM. le Secrétaire Général de VAUCLUSE, le Maire du PONTET, L'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur interdépartemental de l'Industrie "PROVENCE-ALPES-COTE d'AZUR et CORSE" 37, Bd. Périer à MARSEILLE, l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, 59, Avenue pierre Sémard à AVIGNON, Inspecteurs des Installations Classées, et le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de Vaucluse, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société LIEBIG par les soins du Maire ainsi qu'au Directeur départemental de l'Equipement, au Directeur départemental de l'Agriculture, au Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, au Directeur départemental de la Protection Civile ainsi qu'au Directeur départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre.

AVIGNON, le 20 JAN. 1961

LE PREFET,

Signé : Jean-Pierre PENSA

P. Ampliation :

LE DIRECTEUR,

*Edmond Ligier*



Edmond LIGIER

